



Convention sur la diversité biologique

Distr.
GÉNÉRALE

UNEP/CBD/ICNP/2/12
1^{er} mars 2012

FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

COMITÉ INTERGOUVERNEMENTAL SPÉCIAL À
COMPOSITION NON LIMITÉE POUR LE
PROTOCOLE DE NAGOYA SUR L'ACCÈS AUX
RESSOURCES GÉNÉTIQUES ET LE PARTAGE
JUSTE ET ÉQUITABLE DES AVANTAGES
DÉCOULANT DE LEUR UTILISATION

Deuxième réunion

New Delhi, 2-6 juillet 2012

Point 4.4 de l'ordre du jour provisoire*

RAPPORT DE LA RÉUNION D'EXPERTS SUR LES PROCÉDURES DE COOPÉRATION ET LES MÉCANISMES INSTITUTIONNELS POUR PROMOUVOIR LE RESPECT DES DISPOSITIONS DU PROTOCOLE DE NAGOYA SUR L'ACCÈS AUX RESSOURCES GÉNÉTIQUES ET LE PARTAGE JUSTE ET ÉQUITABLE DES AVANTAGES DÉCOULANT DE LEUR UTILISATION

INTRODUCTION

A. *Historique*

1. Conformément à l'annexe II de la décision X/1 de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique, la première réunion du Comité intergouvernemental spécial à composition non limitée pour le Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation (le "Comité intergouvernemental"), tenue du 5 au 10 juin 2011 à Montréal, a examiné la question des procédures de coopération et les mécanismes institutionnels propres à promouvoir le respect des dispositions du Protocole et à traiter les cas de non-respect, y compris les procédures et mécanismes destinés à offrir le cas échéant des avis ou une assistance.

2. Suite à l'examen de cette question, le Comité intergouvernemental a, dans le paragraphe 1 de la recommandation 1/4, invité les Parties, les autres gouvernements, les organisations internationales, les communautés autochtones et locales et les parties prenantes compétentes à communiquer au Secrétaire exécutif, avant le 1^{er} septembre 2011, leurs points de vue sur des éléments et des options concernant les procédures de coopération et les mécanismes institutionnels propres à promouvoir le respect des dispositions du Protocole et à traiter les cas de non-respect en vertu de l'article 30 du Protocole, compte tenu de l'expérience acquise et des enseignements tirés dans le cadre d'autres accords multilatéraux sur l'environnement pertinents.

* UNEP/CBD/ICNP/2/1/Rev.1

/...

Le présent document a fait l'objet d'un tirage limité dans le souci de minimiser l'impact écologique des activités du Secrétariat et de contribuer à l'initiative du Secrétaire général de l'ONU pour une organisation sans effet sur le climat. Les délégués sont priés d'apporter leurs propres exemplaires à la

3. Les Parties, les autres gouvernements, les organisations internationales, les communautés autochtones et locales et les parties prenantes concernées ont été invités par voie de notification SCBD/ABS/VN/SG/76984 (2011-135) datée du 22 juillet 2011 à soumettre au Secrétaire exécutif pour le 1^{er} septembre 2011 leurs points de vue. Toutes les communications ont été mises à disposition en ligne à l'adresse suivante : <http://www.cbd.int/abs/submissions-compliance>.

4. Dans le paragraphe 2 de la recommandation, le Comité intergouvernemental a également prié le Secrétaire exécutif d'établir un rapport de synthèse et d'élaborer un projet d'éléments et d'options concernant les procédures de coopération et les mécanismes institutionnels propres à promouvoir le respect des dispositions du Protocole et à traiter les cas de non-respect, sur la base des points de vue exprimés.

5. Dans le paragraphe 3 de la même recommandation, il a prié le Secrétaire exécutif, en consultation avec le Bureau du Comité intergouvernemental et dans la limite des ressources disponibles, de convoquer une réunion d'experts afin d'examiner le rapport de synthèse et de peaufiner le projet d'éléments et d'options établi par le Secrétaire exécutif, aux fins d'examen par le Comité intergouvernemental à sa deuxième réunion.

6. Avec l'aide financière de la Commission européenne et du Gouvernement suisse, la réunion d'experts s'est tenue du 28 février au 1^{er} mars 2012 à Montréal.

B. Participation

7. Un maximum de cinq experts par région et de cinq observateurs ont été admis à participer à la réunion. Comme le veut l'usage, les experts ont été choisis par le Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique en fonction de leurs compétences, de la nécessité d'assurer une répartition géographique équitable et de la sexospécificité. La liste de ces experts a été approuvée par le Bureau du Comité intergouvernemental.

8. Ont participé à la réunion des experts désignés des pays suivants : Afrique du Sud, Brésil, Cameroun, Canada, Chine, Costa Rica, Éthiopie, Grenade, Hongrie, Inde, Japon, Madagascar, Malaisie, Mexique, Ouganda, République de Corée, République de Moldova, Royaume-Uni, Suède, Suisse, Tadjikistan et Union européenne. L'expert de l'Argentine, qui avait été choisi et invité, n'a pas pu prendre part à la réunion.

9. Des experts des organisations suivantes ont participé à la réunion en qualité d'observateurs : Commission des ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture; Forum autochtone international sur la biodiversité; Secrétariat du Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture; et Institut d'études supérieures de l'Université des Nations Unies. L'expert de la Coordination des organisations indiennes du bassin amazonien (COICA) avait été invité à la réunion mais il n'a pas pu y assister.

10. En outre, les coprésidents du Comité intergouvernemental, M. Fernando Casas (Colombie) et Mme Janet Lowe (Nouvelle-Zélande), ont assisté à la réunion en qualité d'observateurs ex officio.

11. Un représentant de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES) a participé par vidéoconférence à la première journée de la réunion.

POINT 1. OUVERTURE DE LA RÉUNION

12. La réunion a été ouverte à 9 heures le mardi 28 février 2012.

13. Au nom du Secrétaire exécutif, M. Olivier Jalbert, responsable du Secrétariat, a souhaité la bienvenue aux experts à Montréal. Il a remercié l'Union européenne et le Gouvernement suisse de leur aide financière qui avait permis de convoquer la réunion. Il a rappelé aux experts que la première CdP-RdP devait examiner et approuver les procédures de coopération et mécanismes institutionnels propres à promouvoir le respect des dispositions de ce Protocole et à traiter les cas de non-respect. Suite à la

/...

recommandation de la première réunion du Comité intergouvernemental, le mandat des experts à cette réunion était d'examiner un rapport de synthèse et de mettre au point le projet d'éléments et d'options élaboré par le Secrétaire exécutif pour examen par la deuxième réunion du Comité intergouvernemental. M. Jalbert a souligné l'importance de donner au Comité intergouvernemental des orientations pour faire avancer ses travaux et noté que les experts ne devaient pas négocier pour plutôt cibler leurs compétences sur la question à l'étude. De plus, il a indiqué que les coprésidents élus seraient autorisés à participer à la réunion en leur qualité d'experts. Enfin, il a pris note de la présence des coprésidents du Comité intergouvernemental, M. Fernando Casas et Mme Janet Lowe.

POINT 2. QUESTIONS D'ORGANISATION

2.1. Bureau

14. Les participants ont élu Mme Anne Daniel (Canada) et M. Jorge Cabrera Medaglia (Costa Rica) comme coprésidents de la réunion.

2.2. Adoption de l'ordre du jour

15. Le groupe a adopté l'ordre du jour ci-après sur la base de l'ordre du jour provisoire (UNEP/CBD/ABS/EM-COMP/1/1) :

1. Ouverture de la réunion
2. Questions d'organisation
3. Rapport de synthèse des opinions sur les éléments et options concernant les procédures de coopération et les mécanismes institutionnels propres à promouvoir le respect des dispositions du Protocole et à traiter les cas de non-respect
4. Projet d'éléments et d'options concernant les procédures de coopération et les mécanismes institutionnels propres à promouvoir le respect des dispositions du Protocole et à traiter les cas de non-respect
5. Adoption du rapport
6. Clôture de la réunion

2.3. Organisation des travaux

16. Dans l'examen des questions, le groupe avait été saisi d'une note du Secrétaire exécutif contenant une synthèse des opinions et avant-projets d'éléments et d'options concernant les procédures de coopération et les mécanismes institutionnels propres à promouvoir le respect des dispositions du Protocole et à traiter les cas de non-respect en vertu de l'article 30 (UNEP/CBD/ABS/EM-COMP/1/2) ainsi que les opinions soumises sur la question par les Parties, les organisations internationales, les organisations de communautés autochtones et locales et les parties prenantes qui sont disponibles en ligne à l'adresse suivante : <http://www.cbd.int/abs/submissions-compliance/>.

POINT 3. RAPPORT DE SYNTHÈSE DES OPINIONS SUR LES ÉLÉMENTS ET OPTIONS CONCERNANT LES PROCÉDURES DE COOPÉRATION ET LES MÉCANISMES INSTITUTIONNELS PROPRES À PROMOUVOIR LE RESPECT DES DISPOSITIONS DU PROTOCOLE ET À TRAITER LES CAS DE NON-RESPECT

17. Pour tirer parti des expériences acquises dans d'autres instances internationales concernées, les représentants d'autres secrétariats de traités ont fait des exposés qui ont été mis à disposition sur le site Web du Secrétariat de la CDB à l'adresse suivante : <http://www.cbd.int/doc/?meeting=ABSEM-COMP-01>.

18. Un représentant du Secrétariat de la CITES a fait un exposé sur les questions liées au respect des dispositions de cette Convention. Un aperçu du cadre de traçage du commerce des espèces animales et végétales inscrites aux annexes comme le système des permis et certificats mis en place a été donné, de concert avec d'autres mesures propres à promouvoir le respect comme le projet de législation nationale. Les principales procédures et principaux mécanismes internationaux de respect ainsi que les expériences et les leçons apprises en matière de respect ont été partagés.

19. Un représentant de la Division de la prévention des risques biotechnologiques du Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique a présenté les aspects clés des procédures et mécanismes de respect adoptés en vertu du Protocole ainsi que l'expérience acquise en la matière. Il a ensuite les principales fonctions et procédures du Comité chargé du respect créé au titre de ces procédures et mécanismes de même que les mesures susceptibles d'être prises par le Comité pour promouvoir le respect et traiter les cas de non-respect des dispositions du Protocole sur la prévention des risques biotechnologiques. Pour terminer, il a donné un aperçu de l'expérience acquise par le Comité jusque là.

20. Un représentant du Secrétariat du Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture a fait un exposé sur les expériences de ce traité concernant ses "procédures et mécanismes institutionnels propres à promouvoir le respect des dispositions du Protocole et à traiter les cas de non-respect". Il a mis en relief les principales caractéristiques des procédures et mécanismes ainsi que leurs principes fondamentaux. L'attention a été appelée sur le fait que les procédures et mécanismes portaient uniquement sur les obligations des Parties en vertu des dispositions de ce traité et qu'elles ne couvraient pas des questions concernant l'application ou le respect de l'Accord type relatif au transfert de matériel par les Parties à cet Accord car cela faisait intervenir le droit du contrat privé sujet à ses propres recours juridiques.

21. D'autres experts ont brièvement fait part de leurs expériences avec plusieurs procédures et mécanismes régionaux et mondiaux de respect, y compris au titre de la Convention de Bâle, du Protocole de 1996 à la Convention de Londres de 1972 sur la prévention de la pollution marine créée par l'immersion de déchets et autres matières et de la Convention de 1979 sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance signée sous l'égide de la Commission économique pour l'Europe des Nations Unies.

22. À l'issue des exposés, le Secrétariat a présenté une note du Secrétaire exécutif (UNEP/CBD/ABS/EM-COMP/1/2) et les experts ont pour leur part examiné la synthèse des points de vue et expérience d'autres instances internationales afin d'étudier et de peaufiner le projet éventuel d'éléments et d'options concernant les procédures et mécanismes de coopération en vertu du Protocole de Nagoya.

23. On trouvera dans l'annexe au présent rapport le résultat des délibérations.

24. Les experts sont convenus que la synthèse des points de vue serait examinée dans le contexte de l'examen du projet d'éléments et d'options concernant les procédures de coopération et les mécanismes institutionnels propres à promouvoir le respect des dispositions du Protocole et à traiter les cas de non-respect.

POINT 4. PROJET D'ÉLÉMENTS ET OPTIONS CONCERNANT LES PROCÉDURES DE COOPÉRATION ET LES MÉCANISMES INSTITUTIONNELS PROPRES À PROMOUVOIR LE RESPECT DES DISPOSITIONS DU PROTOCOLE ET À TRAITER LES CAS DE NON-RESPECT

25. Au titre de ce point de l'ordre du jour, le groupe a examiné l'annexe de la note établie par le Secrétaire exécutif (UNEP/CBD/ABS/EM-COMP/1/2) sur le projet éventuel d'éléments et d'options concernant les procédures et mécanismes de coopération en vertu du Protocole de Nagoya afin de peaufiner le projet d'éléments et d'options pour examen du Comité intergouvernemental à sa deuxième réunion.

26. Il a été souligné par les coprésidents que la réunion n'était certes pas une réunion de négociation mais que les experts devaient s'efforcer dans la mesure du possible de se mettre d'accord sur les questions traitées dans l'annexe à la note car cela renforcerait la valeur de leurs avis d'experts. Il a également été reconnu que d'autres options pourraient être prises en compte dans l'annexe peaufinée sous réserve qu'elles bénéficient de l'appui partagé de plusieurs experts. Les questions qui ont fait l'objet de discussions approfondies par les experts seraient s'il y a lieu mentionnées dans des notes en bas de page et le rapport de la réunion afin d'expliquer la nature du débat et saisir la diversité des points de vue exprimés sur ces questions.

27. À la lumière de ce qui précède et compte tenu des délibérations auxquelles se sont livrés les experts, le texte incorporé dans l'annexe peaufinée avait pour objet de fournir une gamme d'options complète pour examen du gouvernemental. L'utilisation de crochets avait pour but de souligner les options et ne signifiait pas que le reste du texte a été approuvé. En outre, des notes en bas de page ont été insérées dans le texte tout entier pour aider le Comité intergouvernemental à comprendre la genèse des délibérations et la diversité des points de vue sur des questions particulières. Enfin, lorsqu'il n'a pas été possible de mentionner tous les informations dans les notes en bas de page, des informations additionnelles ont été fournies dans le texte du rapport de la réunion.

28. Les coprésidents ont d'abord invité le groupe à faire des observations de caractère général sur l'annexe.

29. Quelques experts ont indiqué que des mesures ou approches complémentaires pourraient s'avérer nécessaires pour appuyer l'application du Protocole de Nagoya et que l'annexe ne traitait pas d'autres mesures qui viendraient compléter les procédures et mécanismes de respect traditionnels. Il a été suggéré que cela pourrait inclure des aspects relatifs à l'enseignement et au renforcement des capacités, la mise en place d'une législation modèle volontaire, l'examen collégial, la fourniture d'avis et d'une assistance, et la coopération entre les Parties pour promouvoir le respect des dispositions du Protocole et traiter les cas de non-respect.

30. Étant donné que le Protocole de Nagoya dépasse le cadre des questions liées à l'environnement, d'aucuns ont suggéré que les procédures et mécanismes de respect qui en relèvent s'inspirent d'autres domaines du droit international.

31. Plusieurs experts ont souligné que l'article 30 du Protocole traite du respect par les Parties des dispositions dudit Protocole.

32. Parmi les questions qui manquent dans l'annexe actuelle figuraient des questions liées à la confidentialité, au vote, au quorum et à l'ouverture des réunions du comité chargé du respect des dispositions.

33. Le groupe d'experts a ensuite été invité à peaufiner l'annexe en tenant compte notamment des éléments suivants pour chaque section: a) complétude; b) exactitude; c) double emploi; d) nécessité de simplifier; e) adjonction d'options ou d'alternatives; et f) ordre des paragraphes.

Objectifs, nature et principes fondamentaux

34. Les experts ont examiné les projets d'objectifs, de nature et de principes fondamentaux des procédures de coopération et les mécanismes institutionnels propres à promouvoir le respect des dispositions du Protocole et à traiter les cas de non-respect.

35. Dans l'examen de la nature des procédures et mécanismes de respect, plusieurs experts ont fait leur la référence à la nature juridiquement non contraignante des procédures et mécanismes de respect dans le texte faisant mention de précédents d'autres accords internationaux comme la Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination et le traité international. D'autres étaient plutôt d'avis qu'il pourrait s'avérer préférable de ne pas inclure une référence spécifique à une nature juridiquement non contraignante pour ne pas nuire aux futurs développements.

36. Dans l'examen des principes des procédures et mécanismes de respect, les experts ont débattu de la référence aux responsabilités communes et différenciées des Parties dans le texte. D'aucuns étaient d'avis que cette référence n'était pas appropriée car, d'une part, cette expression ne figurait pas dans le Protocole de Nagoya et, d'autre part, les obligations n'étaient pas différenciées dans le Protocole. Il a été suggéré que la question de la capacité d'une Partie pourrait être traitée lors de l'examen des mesures propres à promouvoir le respect des dispositions du Protocole et à traiter les cas de non-respect.

37. Les paragraphes sur les principes ont certes traité de la nécessité d'accorder une attention particulière aux besoins spéciaux des pays en développement Parties pour appliquer le Protocole mais un expert a relevé l'importance du respect par les Parties des dispositions du Protocole liées aux communautés autochtones et locales.

Mécanismes institutionnels

38. Au titre de cette section, les experts ont examiné plusieurs questions liées aux mécanismes institutionnels destinés à propres à promouvoir le respect des dispositions du Protocole et à traiter les cas de non-respect.

39. Les experts ont centré leur attention sur la création d'un comité chargé du respect en tant que mécanisme institutionnel destiné à promouvoir le respect et à traiter les cas de non-respect tout en reconnaissant que le Secrétariat aurait un rôle important à jouer dans la prestation d'un soutien au Comité.

40. S'agissant de la taille du comité, des chiffres allant de 10 à 25 ont été débattus et retenus comme options, les principaux critères étant la représentativité d'une part et l'efficacité de l'autre. Pour éviter dans l'avenir de longs débats sur la question de savoir si les membres doivent être des représentants de Parties ou siéger à titre personnel, ce qui a été le cas dans d'autres instances, un texte additionnel sur les membres siégeant avec objectivité et dans les meilleurs intérêts du Protocole a été inclus.

41. Il y a eu un débat sur la question de savoir s'il était approprié pour les communautés autochtones et locales de pouvoir nommer des membres au comité ou y siéger et, dans l'affirmative, si elles devaient le faire à part entière ou en qualité d'observateur. Les procédures de nomination de représentants de ces communautés ont également été débattues. Différents points de vue ont été exprimés, d'aucuns suggérant que, compte tenu de la place très importante qu'elles occupent dans le Protocole, les communautés autochtones et locales devraient être représentées au comité tandis que, pour d'autres, les précédents mondiaux actuels semblaient indiquer que le respect par les Parties de leurs obligations est de manière appropriée déterminé par les nominations de ces Parties bien qu'une Partie puisse décider de désigner un représentant des les communautés autochtones et locales.

42. Il y a également eu lieu de longs débats sur la question du remplacement des membres du Comité et deux options ont été retenues. Outre la première option fondée sur les points de vue reçus, il a été suggéré par plusieurs experts d'ajouter une seconde option pour tenir compte de la possibilité de désigner des suppléants à l'époque de l'élection des membres comme le veut l'usage avec le Protocole sur la prévention des risques biotechnologiques.

Fonctions des mécanismes institutionnels

43. Dans l'examen de cette question, il a été suggéré que le comité remplisse les fonctions liées à promotion du respect des dispositions du Protocole et au traitement des cas de non-respect. Il a néanmoins été reconnu que le Secrétariat aurait un rôle important à jouer dans la prestation d'une assistance au comité, y compris celle des services de secrétariat du comité.

44. Le groupe a fusionné plusieurs fonctions en une option pour un comité chargé du respect qui remplirait un certain nombre de fonctions générales pour promouvoir le respect des dispositions du Protocole et pour traiter les cas de non-respect. Durant ce débat, plusieurs experts ont mentionné l'idée de "mesures complémentaires" éventuelles à l'appui de l'application du Protocole outre les procédures et mécanismes de respect traditionnels. Ces mécanismes pourraient consister en des questions sur l'application telle que celle prévue par les procédures et mécanismes de respect du Secrétariat du Traité

international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture, la législation modèle volontaire ou les programmes à l'appui de la législation nationale.

45. Plusieurs experts ont également suggéré que le rôle du Secrétariat soit décrit en termes concrets et qu'une disposition de réservation soit insérée dans le texte du paragraphe 11 de la section B de l'annexe au présent rapport, pour examen et peaufinement du Comité intergouvernemental à sa deuxième réunion.

Suivi et établissement des rapports en vertu de l'article 29 du Protocole

46. Les experts sont convenus de supprimer la section sur le suivi et l'établissement des rapports figurant dans l'annexe au document présession, conscients que la question du suivi et de l'établissement de rapports, y compris les formats de ces rapports, serait traitée par la CdP-RdP conformément à l'article 29 du Protocole.

Procédures relatives au Comité chargé du respect

47. Lors de l'examen de la question de savoir qui peut déclencher les procédures de respect dans les cas de non-respect par les Parties des obligations du Protocole, la série d'options a été retenue pour examen du Comité intergouvernemental, y compris les agents de déclenchement traditionnels comme les Parties et le Secrétariat. D'autres agents de déclenchement comme le comité et la CdP-RdP ont été considérés utiles, plusieurs accords multilatéraux sur l'environnement ayant récemment envisagé ces options pour accroître le nombre de communications pour chaque cas. Il y a eu des délibérations approfondies sur la question de savoir si et dans quelles conditions les membres du public et les communautés autochtones et locales pourraient invoquer les procédures de respect.

48. En ce qui concerne la possibilité de recevoir des communications de membres du public, il a été relevé qu'il fallait éviter le risque de surcharger le système compte tenu de l'expérience dans une convention régionale ayant trait aux communications du public. Il a par ailleurs été noté qu'il fallait prendre en compte du fait que des membres du public pourraient soulever des questions sur des litiges contractuels entre des parties privées, ce qui sortait du cadre et des fonctions du comité, plutôt que sur le respect du Protocole.

49. S'agissant de la possibilité de recevoir des communications des communautés autochtones et locales, d'aucuns ont estimé que celles-ci devraient avoir la possibilité de déclencher les procédures et mécanismes de respect en raison du rôle spécial qu'elles jouent en vertu du Protocole. Quelques-uns ont cependant fait part de leur préoccupation concernant le risque de surcharger le système en permettant aux communautés autochtones et locales de faire des communications.

50. Quelques experts ont suggéré que des critères pourraient aider à déterminer les conditions dans lesquelles les communications de membres du public ou de communautés autochtones et locales peuvent être prises en compte.

Informations pour et consultation par le Comité chargé du respect après le déclenchement des procédures

51. Les experts ont proposé que les informations soient examinées par le comité de la Partie dont le respect était en question et de toute Partie ou entité qui déclenche les procédures. Quelques experts étaient cependant d'avis que le comité doit également examiner les informations en provenance des communautés autochtones et locales touchées, indépendamment de la question de savoir si elles étaient autorisées à déclencher ou avaient déclenché les procédures. D'autres étaient d'avis que la référence aux communautés autochtones et locales devrait plutôt être incorporée comme une option dans la liste indicative des sources auprès desquelles le comité peut solliciter des informations pertinentes ou desquelles il peut en recevoir. Il y a eu un échange de vues sur la question de savoir si la liste des sources d'information possibles devrait être exhaustive ou indicative. La nécessité de garantir la fiabilité des informations a également été soulignée.

Mesures propres à promouvoir le respect et à traiter les cas de non-respect

52. En ce qui concerne les mesures propres à promouvoir le respect et à traiter les cas de non-respect, les experts ont débattu de la nécessité pour le comité de recommander ou de proposer une série appropriée de mesures de facilitation et de mesures plus fortes. Quelques-uns ont souligné la nature de facilitation des procédures et mécanismes de respect et leurs différences par rapport au règlement des différends tandis que d'autres étaient d'avis que le comité devait également recommander ou proposer des mesures plus fortes, en particulier dans les cas de non-respect persistants. Les experts ont également débattu de la question de savoir s'il est nécessaire de préciser les mesures à prendre pour promouvoir le respect et des mesures à proposer pour les cas de non-respect.

53. S'agissant de la liste des mesures propres à promouvoir le respect et à traiter les cas de non-respect, il a été suggéré que le Comité intergouvernemental envisage éventuellement les mesures que pourrait prendre directement le comité et celles que pourraient arrêter les Parties au Protocole sur la base de la recommandation du comité comme cela avait été fait dans plusieurs procédures et mécanismes de respect d'autres accords multilatéraux sur l'environnement. À ce propos, il a été noté que le comité pourrait être habilité à prendre des mesures de facilitation en vue de promouvoir le respect et de permettre l'adoption de mesures entre les réunions des Parties.

54. Quelques experts ont soulevé les questions suivantes en rapport avec des mesures spécifiques énumérées sous cet en-tête :

a) Au titre de l'alinéa k), il a été indiqué que l'article 13 du Protocole stipulait l'obligation de désigner un correspondant;

b) Au titre de l'alinéa l), il a été souligné que cet alinéa traitait de conditions convenues d'un commun accord qui dépassaient le cadre de l'article 30; et

c) Au titre des alinéas h) à l), quelques experts ont certes fait part de leur préoccupation concernant l'assise juridique de ces mesures dans le droit international mais d'autres ont estimé que le Comité intergouvernemental devait envisager l'adoption de mesures fortes/punitives pour résoudre les cas de non-respect persistant.

Examen des procédures et mécanismes

55. Il a été signalé que l'examen des procédures et mécanismes était couvert par l'article 31 du Protocole et que la section consacrée dans l'annexe révisée sur cette question n'était donc pas nécessaire. Ceci étant, si cette section était conservée, les procédures pourraient être modifiées par la réunion des Parties au Protocole indépendamment de la question de savoir si un examen formel complet avait eu lieu.

POINT 5. ADOPTION DU RAPPORT

56. Le présent rapport a été adopté à la dernière séance de la réunion.

POINT 6. CLÔTURE DE LA RÉUNION

57. Les participants ont exprimé leur reconnaissance à la Commission européenne et au Gouvernement suisse pour leur aide financière qui avait permis d'organiser la réunion.

58. Après l'échange de courtoisies habituel, la réunion a été clôturée à 16 heures le jeudi 1^{er} mars 2012.

Annexe

RÉSULTAT DE LA RÉUNION D'EXPERTS SUR LES PROCÉDURES DE COOPÉRATION ET LES MÉCANISMES INSTITUTIONNELS DESTINÉS À PROMOUVOIR LE RESPECT DES DISPOSITIONS DU PROTOCOLE DE NAGOYA²

Les procédures et mécanismes sont élaborés conformément à l'article 30 du Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation (le Protocole), et sont distinctes et sans préjudice des procédures et mécanismes de règlement des différends établis par l'article 27 de la Convention sur la diversité biologique (la Convention).

A. Objectifs, nature et principes fondamentaux

1. L'objectif des procédures et mécanismes de respect est de promouvoir le respect des dispositions du Protocole et de traiter les cas de non-respect. Ces procédures et mécanismes comprendront le cas échéant des dispositions visant à fournir des avis ou une assistance. Elles seront distinctes et sans préjudice des procédures et mécanismes de règlement des différends établis par l'article 27 de la Convention.
2. Les procédures et mécanismes de respect seront de nature non accusatoire, non judiciaire, coopérative, simple, consultative, facilitatrice, souple, préventive, économique et juridiquement non contraignante³.
3. Le fonctionnement des procédures et mécanismes de respect sera guidé par les principes d'équité, de primauté du droit, de souplesse, de non-confrontation, de caractère raisonnable, de transparence, de responsabilité, prévisibilité, de cohérence, de bonne foi, de soutien, de coût-efficacité, d'efficacité et de rapidité, [reconnaissant les responsabilités communes et différenciées des Parties][reconnaissant que toutes les obligations s'appliquent de manière égale à toutes les Parties]⁴. Il accordera une attention particulière aux besoins spéciaux des pays en développement Parties, notamment les pays les moins avancés et les petits Etats insulaires en développement parmi eux, et les Parties à économie en transition⁵, et il tiendra pleinement compte des difficultés qu'ils rencontrent pour mettre en oeuvre le Protocole.
4. L'application des procédures de coopération et des mécanismes institutionnels devrait, à des fins de soutien mutuel, être coordonnée avec d'autres procédures et mécanismes pertinents de la Convention, du Protocole et d'autres instruments pertinents.

B. Mécanisme institutionnel

1. Un Comité chargé du respect, ci-après appelé "le Comité", est créé en vertu de l'article 30 du Protocole pour remplir les fonctions décrites ci-dessous.

²Ce texte ne représente pas un consensus. Son but est de fournir la gamme complète des points de vue et options pour examen par le Comité intergouvernemental. Les crochets ont pour objet d'énoncer les options et ne supposent pas que le reste du texte est approuvé.

³Plusieurs experts ont fait leur la référence à la nature juridiquement non contraignante des procédures et mécanismes de respect dans le texte ayant trait à des précédents dans le cadre d'autres accords internationaux comme la Convention de Bâle et le Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture. D'autres étaient plutôt d'avis qu'il pourrait être préférable de ne pas inclure une référence spécifique à la nature juridiquement non contraignante afin de ne pas nuire à de futurs développements.

⁴ Voir le paragraphe 36 du rapport.

⁵ Il a été suggéré qu'une attention particulière devrait être accordée aux besoins spéciaux des communautés autochtones et locales. Toutefois, son importance dans le contexte de la mise en oeuvre par les Parties a été mise en question.

2. Le Comité comprendra [10][15][25] membres désignés par les Parties, approuvés par les groupes régionaux respectifs de l'ONU [et pourrait inclure des représentants d'organisations de communautés autochtones et locales]⁶ et élus par la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole (CdP-RdP) sur la base de [deux][trois][cinq] membres de chacun des cinq groupes régionaux de l'ONU.

3.

Option 1 : Si un membre du Comité démissionne ou n'est pas en mesure d'achever son mandat [la Partie][le groupe régional de l'ONU] qui avait à l'origine désigné le membre désignera un remplaçant pour achever le reste du mandat de ce membre⁷.

Option 2 : Chaque groupe régional devra fournir un suppléant que devra élire la CdP-RdP pour remplacer un membre qui démissionne ou n'est pas en mesure d'achever son mandat⁸.

4. Les membres du Comité auront des compétences reconnues dans les domaines que couvre le Protocole comme les ressources génétiques et les savoirs traditionnels qui y sont associés, y compris des compétences techniques, juridiques et scientifiques, et siégeront objectivement [et dans les meilleurs intérêts du Protocole][et à titre individuel et personnel][en qualité de représentants de Parties].

5. Les membres seront élus par la CdP-RdP pour une période de [quatre][deux] ans⁹, qui est un mandat complet. À sa première réunion, la CdP-RdP élira {...} membres, {...} de chaque région, pour un demi-mandat, et {...} membres pour un mandat complet¹⁰. Chaque fois par après, la CdP-RdP élira, pour un mandat complet, de nouveaux membres pour remplacer ceux dont le mandat a expiré. Les membres ne rempliront pas plus de [deux mandats consécutifs][un mandat], [à moins que la CdP-RdP n'en décide autrement].

6. Le Comité se réunira, au moins [une fois][deux fois] pendant chaque période intersessions et peut, au besoin, tenir des réunions additionnelles, sous réserve des ressources financières disponibles. Dans la détermination des dates des réunions, il faudra tenir dûment compte des réunions prévues de la CdP-RdP et d'autres organes concernés du Protocole ainsi que du coût-efficacité des calendriers. Le Comité devrait se réunir au moins trois mois avant les réunions de la CdP-RdP.

7.

Option 1 : Le Comité élaborera et soumettra son règlement intérieur ainsi que, le cas échéant, des articles supplémentaires, y compris sur la confidentialité et les conflits d'intérêt, à la CdP-RdP pour examen et approbation.

Option 2 : Compte tenu du règlement intérieur de la CdP-RdP, le Comité élaborera le cas échéant des articles supplémentaires, y compris sur la confidentialité et les conflits d'intérêt, et les soumettra à la CdP-RdP pour examen et approbation¹¹.

8. Le Comité élira son président et un vice-président, postes qui feront l'objet d'un roulement entre les cinq groupes régionaux de l'ONU¹².

⁶ Différents points de vue ont été exprimés au sujet de l'inclusion des communautés autochtones et locales et, si elles devaient l'être, il faudra se poser la question du processus de désignation de leurs représentants, celle de leur nombre et de la représentation régionale et celle de savoir si ces représentants pourraient y siéger en qualité de membres à part entière ou en qualité d'observateurs.

⁷ Ce paragraphe est lié au paragraphe 2 ci-dessus.

⁸ Quelques experts ont indiqué que le suppléant pourrait également participer aux réunions du Comité au cas où un membre de la même région n'est pas en mesure d'y prendre part, ce qui éviterait les difficultés pour obtenir un quorum.

⁹ Il a été suggéré qu'une autre option pourrait consister à définir la durée du mandat comme étant la période qui s'écoule entre deux réunions ordinaires de la CdP-RdP et ce, afin d'éviter des problèmes si la périodicité des réunions de la CdP-RdP change.

¹⁰ Avec le mandat de deux ans, l'échelonnement initial des mandats des membres devrait faire l'objet d'un examen plus approfondi.

¹¹ Si l'option 2 est retenue, le Comité intergouvernemental souhaitera peut-être envisager d'inclure des dispositions sur la confidentialité et les conflits d'intérêt dans les procédures et mécanismes de respect.

9.

Option 1 : Le Comité se mettra d'accord par consensus sur toutes les questions de fond.

Option 2 : Le Comité ne ménagera aucun effort pour aboutir par consensus à un accord sur toutes les questions de fond. Si tous les efforts déployés pour aboutir à une consensus ont échoué et si aucun accord n'a été conclu, toutes les décisions seront prises, en dernier recours, à la majorité des [deux-tiers][trois-quarts] des membres présents et votants [ou par {...} membres, des deux le nombre le plus élevé]. Le rapport d'une réunion du Comité à laquelle il n'y a pas eu consensus tiendra compte des points de vue de tous les membres du Comité¹³.

10. Les réunions du Comité seront ouvertes aux Parties et au public à moins que le Comité n'en décide autrement. Lorsque le Comité traite de communications individuelles, ses réunions seront ouvertes aux Parties et fermées au public, à moins que la Partie dont le respect est en question en décide autrement¹⁴.

11. Le Secrétariat assurera les services de secrétariat des réunions du Comité et remplira toutes les autres fonctions qui lui sont confiées au titre de ces procédures¹⁵.

C. Fonctions¹⁶

1. Le Comité aura, pour promouvoir le respect des dispositions du Protocole et traiter les cas de non-respect, et en application des orientations générales de la CdP-RdP, les fonctions suivantes :

- a) examiner les informations qui lui auront été soumises sur des questions relatives au respect et aux cas de non-respect liées aux communications;
- b) recenser les circonstances spécifiques et causes possibles de cas de non-respect dont il a été saisi;
- c) offrir des avis aux Parties concernées et/ou faciliter une assistance pour des questions relatives au respect;
- d) déterminer le degré de mise en oeuvre et de respect du Protocole par les Parties en évaluant le suivi et l'établissement des rapports prévus par l'article 29;
- e) identifier et examiner les questions générales de respect par les Parties avec les obligations en vertu du Protocole, y compris sur la base des informations fournies au Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages;
- f) établir des rapports sur le respect à la lumière notamment des informations fournies dans les rapports des Parties prévus dans l'article 29 du Protocole;
- g) recommander des mesures appropriées directement ou par l'intermédiaire de la CdP-RdP;
- h) répondre aux demandes d'assistance et d'appui administratif des Parties dans l'établissement d'une coopération entre les Parties dans les cas de violation prétendue de la législation sur l'accès et le partage des avantages ou des conditions réglementaires¹⁷;

¹² Ce paragraphe est nécessaire en raison de l'article 26.3 du règlement intérieur des réunions de la Conférence des Parties.

¹³ Les deux options prévoient la prise de décisions par consensus ou par un vote à la majorité qualifiée. Les experts ont débattu la possibilité de ne pas avoir une disposition sur la manière dont les décisions sont prises, cas dans lequel le paragraphe 5 c) de l'article 26 du règlement intérieur des réunions de la Conférence des Parties s'appliquerait, c'est-à-dire la prise de décisions à la majorité des Parties présentes et votantes.

¹⁴ Il sied de noter que ce paragraphe traite uniquement la question de la participation à la réunion et non pas la nature de la participation d'observateurs. Le Comité intergouvernemental souhaitera peut-être examiner cette question plus en détail.

¹⁵ Voir le paragraphe 45 du rapport.

¹⁶ Les experts ont noté que d'autres fonctions pourraient être ajoutées à cette section, dont l'exécution pourrait être confiée au Comité ou à d'autres organes. À cet égard, prière de se référer aux paragraphes 29, 30 et 44 du rapport.

i) répondre aux demandes d'assistance des Parties dans le domaine de la formation ou des avis juridiques comme dans celui du renforcement des capacités en recommandant à la CdP-RdP que cette assistance leur soit fournie¹⁸ ;

j) remplir toutes les autres fonctions que lui confie la CdP-RdP.

2. Le Comité soumettra ses rapports, y compris ses recommandations concernant l'exercice de ses fonctions, à la prochaine réunion de la CdP-RdP pour examen et suite appropriée à donner.

D. Procédures

1. Le Comité recevra les communications portant sur des questions de non-respect des dispositions du Protocole :

a) de toute Partie concernant elle-même;

b) [de toute Partie à l'égard d'une autre Partie][de toute Partie touchée ou qui peut l'être par le non-respect prétendu d'une autre Partie][de toute Partie touchée par le non-respect prétendu d'une autre Partie][de toute Partie pour des questions liées à une Partie, y compris une non-Partie]¹⁹;

c) de la CdP-RdP;

d) du Comité chargé du respect [uniquement pour les questions générales de respect]²⁰;

e) du Secrétariat;

f) des membres du public²¹; ou

g) des communautés autochtones et locales²².

2. La Partie au sujet de laquelle une question a été soulevée est ci-après appelée "la Partie concernée".

3. Toutes les communications doivent être envoyées par écrit au Secrétariat et donner :

a) le motif de préoccupation;

b) les dispositions pertinentes du Protocole; et

c) les informations validant le motif de préoccupation.

4. Le Secrétariat transmettra au Comité en application du paragraphe 1 a) ci-dessus toutes les communications dans les [15][30][60]²³ jours de calendrier qui suivent leur réception.

5. Le Secrétariat transmettra à la Partie concernée en application du paragraphe 1 b) à g) ci-dessus toutes les communications dans les [15][30][60] jours de calendrier qui suivent leur réception.

¹⁷ Quelques experts ont dit que cela devrait être une fonction du Secrétariat; d'autres étaient d'avis que cela devrait être une fonction du Comité; d'autres encore estimaient que la coopération en vertu du paragraphe 3 de l'article 15 du Protocole n'était pas appropriée pour l'un comme pour l'autre mais que c'était une question entre les Parties.

¹⁸ Quelques experts ont estimé que cela pourrait être une fonction du Secrétariat si un programme est mis en place, excluant donc la nécessité d'invoquer les procédures pour obtenir cette assistance.

¹⁹ Plusieurs experts ont souligné que les non-Parties n'ont aucune obligation en vertu du Protocole et qu'elles ne peuvent donc pas être sujettes à des communications sur des questions de non-respect. D'aucuns ont néanmoins exprimé le désir de retenir l'option pour examen par le Comité intergouvernemental.

²⁰ Il était souhaité de conserver le Comité comme agent de déclenchement. Un libellé serait nécessaire pour tenir compte du fait que le Comité est également mentionné dans le chapeau.

²¹ Cette option a fait l'objet de divergences de vues. Ses proposants ont également reconnu que plusieurs conditions ou indicateurs peuvent s'avérer nécessaires pour ce type de communications.

²² Cette option a fait l'objet de divergences de vues. Ses proposants ont également reconnu que plusieurs conditions ou indicateurs peuvent s'avérer nécessaires pour ce type de communications.

²³ Le nombre de jours serait tributaire des tâches que devra remplir le Secrétariat lorsqu'il reçoit des communications. À cet égard, les experts se sont posés la question de savoir le Secrétariat servirait simplement de boîte à lettres pour recevoir des communications et les transmettre au Comité ou si des tâches additionnelles lui seraient confiées lorsque des communications sont reçues.

6. Lorsque la Partie concernée a reçu une communication, elle doit y répondre et, en recourant selon que de besoin au [Comité][Secrétariat] pour assistance, fournir des informations pertinentes, de préférence dans les trois mois et, en tout état de cause, dans les six mois au plus tard. Cette période commence à la date de réception de la communication par la Partie concernée que confirme le Secrétariat²⁴.

7. Une fois que le Secrétariat a reçu une réponse et des informations de la Partie concernée, le Secrétariat transmettra au Comité la communication, la réponse et ces informations. Au cas où le Secrétariat n'a pas reçu de réponse ou d'informations de la Partie concernée dans les six mois dont il est fait mention au paragraphe 6 ci-dessus, il transmettra directement la communication au Comité.

8. Le Comité peut refuser d'examiner une communication faite conformément au paragraphe 1 b) à g) ci-dessus, qui est *de minimis* ou mal fondée²⁵ tenant compte des objectifs du Protocole.

9. La Partie concernée peut participer à l'examen de la communication et présenter des réponses ou observations au Comité. Elle ne prendra pas part à l'élaboration et à l'adoption de la recommandation du Comité. Le Comité mettra à disposition le projet des conclusions et recommandations, y compris les mesures, à la Partie concernée et invitera celle-ci à répondre. Toutes les réponses doivent être prises en compte dans le rapport du Comité.

E. Informations pour et consultation par le Comité chargé du respect après le déclenchement des procédures

1. Le Comité examinera des informations pertinentes :

- a) de la Partie concernée;
- b) de la Partie qui a fait la communication pour ce qui est d'une autre Partie conformément au paragraphe 1 b) de la section D ci-dessus;
- c) de l'entité qui a fait la communication pour ce qui est d'une autre Partie conformément au paragraphe 1 c) à g) de la section D ci-dessus; et
- d) des communautés autochtones et locales touchées²⁶.

2.

Option 1 : Le Comité peut solliciter ou recevoir, lorsque cela s'avère nécessaire pour son travail, des informations pertinentes de sources comme :

- a) le Secrétariat;
- b) le Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages;
- c) la Conférence des Parties à la Convention;
- d) la CdP-RdP;
- e) les organes subsidiaires de la Convention et le Protocole;
- f) les organisations internationales; et
- g) autres sources concernées et fiables.

²⁴ Les experts ont suggéré que, compte tenu des difficultés rencontrées pour confirmer la réception, cette question soit éventuellement examinée par le Comité intergouvernemental à sa deuxième réunion.

²⁵ Quelques experts ont estimé approprié d'élaborer des critères pour déterminer ce que serait *de minimis* ou mal fondé, d'autres indiquant pour leur part que l'élaboration de tels critères n'était ni utile ni nécessaire.

²⁶ Quelques experts ont suggéré de fusionner les alinéas b), c) et d). Toutefois, d'autres experts ont demandé que l'alinéa d) ne soit pas fusionné avec les alinéas susmentionnés car ils voulaient que les informations en provenance des communautés autochtones et locales soient examinées par le Comité, que ces communautés aient ou non invoqué les procédures. Quelques experts ont estimé que la référence aux communautés autochtones et locales devrait être transférée au paragraphe 2 de l'option 1 et d'autres qu'elle devrait être maintenue dans les deux sections.

Option 2 : Le Comité peut prendre en considération des informations en provenance de toutes les sources possibles. La fiabilité des informations doit être assurée.

3. Le Comité peut solliciter des avis d'experts.
4. Le Comité peut, à l'invitation de la Partie concernée, procéder à la collecte d'informations sur le territoire de cette Partie.

F. Mesures propres à promouvoir le respect et à traiter les cas de non-respect

1. Dans l'examen des mesures énoncées ci-dessous, le comité tiendra compte des éléments suivants:
 - a) la capacité de la Partie concernée de respecter;
 - b) les besoins particuliers des pays en développement Parties, notamment les pays les moins avancés et les petits Etats insulaires en développement parmi eux, et les Parties à économie en transition; et
 - c) des facteurs tels que la cause, le type, le degré et la fréquence du non-respect.
2. [Le Comité][La CdP-RdP, sur les recommandations du Comité]²⁷, en vue de promouvoir le respect et de traiter les cas de non-respect, peut :
 - a) offrir le cas échéant des avis ou une assistance à la Partie concernée;
 - b) [recommander][fournir] une assistance technique ou financière, un transfert de technologie, une formation et d'autres mesures de renforcement des capacités;
 - c) inviter ou aider le cas échéant la Partie concernée à élaborer un plan d'action de respect à soumettre qui identifie des mesures appropriées, un calendrier convenu et des indicateurs pour évaluer une mise en oeuvre satisfaisante;
 - d) inviter la Partie concernée à soumettre des progrès intérimaires sur les efforts qu'elle déploie pour s'acquitter de obligations en vertu du Protocole;
 - e) émettre par écrit [un avertissement][une déclaration de préoccupation][une déclaration de non-respect] à la Partie concernée;
 - f) publier des cas de non-respect;
 - g) envoyer à toutes les Parties par l'intermédiaire du Secrétariat une notification publique sur une question de respect les informant qu'une Partie a été notifiée qu'elle peut se trouver dans une situation de non-respect et qu'elle n'a pris jusque là aucune mesure satisfaisante;
 - h) suspendre, conformément aux règles applicables du droit international concernant la suspension du fonctionnement d'un traité, de droits et privilèges spécifiques;
 - i) imposer des sanctions financières;
 - j) imposer des conséquences commerciales;
 - k) exiger à des fins de notification la nomination d'un représentant dans le pays fournisseur pour faciliter les procédures administratives et/ou pénales; et
 - l) notifier les autorités judiciaires concernées d'une Partie sujette à l'obligation relevant des articles 15 à 18 du Protocole de Nagoya qu'une Partie spécifique ou une communauté autochtone ou locale a droit au partage des avantages dans un cas particulier de conditions convenues d'un commun accord faisant intervenir une ressource génétique spécifique et un savoir traditionnel connexe²⁸.

²⁷ Le Comité intergouvernemental souhaiterait peut-être se demander quelles sont les mesures que pourrait prendre directement le Comité et dont pourrait convenir la CdP-RdP sur la base de la recommandation du Comité.

²⁸ D'aucuns ont exprimé des préoccupations au sujet des alinéas h)-l), y compris la question de savoir s'ils avaient une assise dans le droit international et dans le cadre du Protocole de Nagoya. D'autres ont fait part de leur désir de conserver ces mesures pour combattre les cas persistants de non-respect comme options pour examen par le Comité intergouvernemental.

G. Examen des procédures et mécanismes

La CdP-RdP procédera à l'évaluation de l'efficacité de ces procédures et mécanismes conformément à l'évaluation et à l'examen prévus dans l'article 31 du Protocole et prendra les mesures appropriées. Le Comité peut déterminer la nécessité de faire une évaluation additionnelle.
